



# Rapport économique 2024

## Madagascar

27 août 2024

### Executive Summary

En 2023, la conjoncture économique de Madagascar était en légère amélioration en comparaison à l'année précédente. En 2022, les chocs extérieurs, notamment les effets de la crise sanitaire et les tensions géopolitiques internationales, devaient encore être encaissés. La relance de l'économie se caractérise par **une légère augmentation du PIB réel qui devrait croître de 4,6 % en 2024** (3,8% en 2023). Mais la situation économique du pays n'est pas prometteuse et les freins à la croissance et au développement sont principalement dus à la mauvaise gouvernance et la corruption généralisée. **Le pays comptabilise un le taux de pauvreté supérieur à 80%**. De plus, ce qui est alarmant selon la BM, est que la pauvreté urbaine a considérablement augmenté. La Grande île est également sujette aux aléas climatiques qui détruisent des infrastructures, paralyse l'économie de certaines régions et accentue le phénomène de migration interne.

Engendrée par les tensions géopolitiques mondiales mais également par une faible gouvernance du marché de l'énergie étatique, l'inflation reste élevée dans le pays. Selon le FMI, **en 2023 l'inflation moyenne était de 9,9%, alors que les projections pour 2024 sont à 7,9%**. Le pouvoir d'achat de la population reste faible et le prix des produits de première nécessité a augmenté. En plus de cela, la crise dans le service public avec les coupures d'eau et d'électricité quasi quotidiennes par la **JIRAMA** créent de fortes tensions dans le pays. Ces coupures sont néfastes pour le développement de l'économie et mettent en péril les petites entreprises. Depuis mai 2024, un nouveau DG étranger a été engagé, dans le but de mener une stratégie de redressement.

Malgré les initiatives du gouvernement pour améliorer le climat des affaires, les facteurs déterminants pour l'investissement privé (sécurité juridique, infrastructures, éducation, accès au crédit) ne sont pas encore suffisamment développés. Depuis le début de cette année 2024, le pays subit une crise des exportations dans les secteurs phares (vanille, nickel, cobalt). **Les exportations ont diminué de 29% au premier semestre 2024**. En attente d'un décret sur son application, le nouveau code minier espère répondre de manière plus adéquate aux exigences du marché international. Toutefois, l'exportation légale d'or a pu reprendre depuis février 2024.

L'année 2023 a été marquée par l'élection présidentielle. Bien qu'emprunté d'un manque de transparence, de soupçons de corruption et de non-respect des droits humains pendant la campagne, **le Président de la République, Andry Rajoelina a été réélu**. Pour ce nouveau mandat, la Politique Générale de l'Etat (PGE) est la nouvelle stratégie d'émergence et de développement du pays pour les années à venir. La PGE veut se concentrer sur (1) l'industrialisation, (2) le capital humain, (3) la bonne gouvernance. Cependant, annoncé dans la loi de finances restrictive 2024, l'allocation du budget de l'Etat a diminué de moitié. Les programmes d'investissement public ont été réduits de **52,4%**, mais les objectifs et le plan de mise en œuvre de la PGE n'ont pas été adaptés. En raison de la faiblesse de l'État, de la corruption omniprésente, d'une population en grande partie peu formée, des chocs climatiques et de la fragilité face aux chocs externes, la réalisation de ces perspectives étatiques de développement est compromise et l'avenir économique du pays est incertain.

## Table des matières

1	Situation économique et développements de la politique économique .....	3
2	Secteurs prioritaires et opportunités pour les entreprises suisses .....	5
3	Politique économique extérieure .....	8
3.1	Politique et priorités du pays hôte .....	8
3.2	Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif) .....	9
4	Commerce extérieur .....	9
4.1	Evolution et perspectives générales .....	9
4.1.1	Commerce de marchandises .....	10
4.1.2	Commerce de services (si données disponibles) .....	11
4.2	Commerce bilatéral .....	11
4.2.1	Commerce de marchandises .....	11
4.2.2	Commerce de services (si données disponibles) .....	11
5	Investissements directs .....	11
5.1	Evolution et perspectives générales .....	11
5.2	Investissements bilatéraux .....	12
6	Promotion économique et touristique .....	12
6.1	Instruments de la promotion économique extérieure suisse .....	12
6.2	Intérêt du pays hôte pour la Suisse .....	13
	ANNEXE 1 – Structure de l'économie .....	14
	ANNEXE 2 – Principales données économiques .....	15
	ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux .....	16
	ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux .....	17
	ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs .....	18

# 1 Situation économique et développements de la politique économique

Madagascar est une nation insulaire située au large des côtes de l'Afrique du Sud, dans l'Océan Indien. Le pays est la quatrième plus grande île du monde, avec une masse terrestre de 587 000 km<sup>2</sup> et une estimation de 31,1 millions d'habitants en 2024<sup>1</sup>. Malgré des ressources naturelles considérables et une biodiversité unique au monde, le pays n'est pas en mesure de générer une croissance et une prospérité durables. La **croissance** est estimée être restée bloquée à **3,8% en 2023**<sup>2</sup>, selon le rapport du FMI. Les contraintes qui pèsent depuis longtemps sur le développement à grande échelle de Madagascar peuvent être classées dans les catégories suivantes : une gouvernance faible et médiocre ; une corruption omniprésente, un faible investissement dans le capital physique et humain ; une faible productivité associée à une stagnation des changements structurels dans l'économie ; et une vulnérabilité élevée et croissante aux chocs. Dans ce contexte, en plus de la propre destruction de l'environnement (entre autres, défrichage des forêts à grande échelle), les phénomènes météorologiques extrêmes dus au changement climatique mondial rendent la vie encore plus difficile dans l'État insulaire, en particulier pour les pauvres des zones rurales. Toutefois, selon les prévisions de la Banque Mondiale, la croissance devrait s'accroître pour atteindre une moyenne de **4,6 % sur la période 2024-2026**<sup>3</sup>, impulsée par des effets de base favorables, d'opportunités commerciales et touristiques accrues et d'un nouvel élan pour l'investissement privé à la suite de réformes structurelles percutantes dans des secteurs clés tels que l'exploitation minière, les télécommunications et les technologies numériques, ainsi que du climat d'investissement. Notons que le **secteur informel** de l'économie, où une grande partie de la population est active, joue un rôle déterminant et contribue à près de la moitié du PIB nominal de Madagascar.<sup>4</sup>

Face à ces défis liés au développement, la fragilité du pays s'est accrue. Le **taux de pauvreté** estimé par la Banque Mondiale à plus de **80,7 % pour 2023**<sup>5</sup> (seuil de pauvreté international de 2,15 USD par jour), ce qui fait de Madagascar l'un des États les plus pauvres du monde (figurant dans la liste des PMA - pays les moins avancés selon l'ONU). En effet, selon un rapport de la Banque Mondiale, Madagascar est l'un des seuls pays au monde à avoir vu sa situation se dégrader en termes de PIB par habitant depuis les années 1960, sans avoir été confronté à une guerre ou à une crise grave. Depuis 1960, le **PIB** par habitant à Madagascar a presque **diminué de moitié**<sup>6</sup>. De ce fait, Madagascar fait aujourd'hui face à un **exode rural massif** vers les centres urbains, car la majorité de la population n'a pas de perspectives en dehors des villes. La Banque Mondiale a récemment publié un rapport sur l'évolution de la pauvreté qui révèle que, malgré une légère baisse de l'extrême pauvreté, la pauvreté urbaine s'est considérablement accrue entre 2012 et 2022 pour passer de 46% à **61%**<sup>7</sup>. Cette augmentation de la pauvreté est préoccupante pour le pays. En ce qui concerne l'**Indice de Développement Humain (IDH)**, le PNUD a présenté en juin 2024 un rapport qui indique que la courbe de prévision de l'IDH a énormément régressé par rapport aux prévisions faites en 2019<sup>8</sup>. Cette tendance mondiale résonne particulièrement pour Madagascar qui a un IDH très bas et occupe la 177 place au classement mondial. Cette régression peut être en partie expliquée par le faible taux de scolarisation.

La monnaie nationale l'**Ariary** s'est appréciée en début d'année 2024<sup>9</sup>. À la fin du mois de décembre 2023, la monnaie a frôlé la barre des 5 000 ariary pour 1 euro, alors qu'en mars 2024, l'euro se vendait à 4 675 ariary sur le marché international des devises (MID). Le ministère de l'Économie et des Finances explique que ce sont les rapatriements et la cession de devises issus des produits exportés qui ont contribué à cette appréciation de l'ariary sur le MID. On parle même d'une « stabilisation » de l'ariary. Cependant, en juillet 2024, la baisse de 29% des exportations au premier semestre agit sur la dépréciation de l'ariary sur le MID. L'euro s'échange désormais à 4 885 ariary.<sup>10</sup> Selon les statistiques du FMI, le taux d'**inflation** moyen de l'année 2024 devrait se situer à **7.89%**.<sup>11</sup> En 2023, l'inflation annuelle moyenne a atteint 9,9 %, comparée à 8,2 % en 2022. L'inflation a un impact significatif sur le **pouvoir d'achat** de la population malgache. Les produits de première nécessité (**PPN**) comme le riz sont touchés par cette hausse générale des prix, ce qui aggrave la précarité sur la

<sup>1</sup> <https://worldpopulationreview.com/countries/madagascar-population>

<sup>2</sup> <https://www.imf.org/en/Countries/MDG>

<sup>3</sup> <https://www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar/overview#:~:text=En%20mars%202024%2C%20le%20portefeuille.nationaux%20et%204%20op%20C3%A9ra>

<sup>4</sup> <https://2424.mg/economie-la-valeur-ajoutee-creee-par-le-secteur-informel-estimee-a-31-5237-milliards-dariary-par-an/>

<sup>5</sup> <https://www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar/overview#:~:text=Le%20pays%20est%20dot%20C3%A9%20de%20jour%20en%20PPA%20de%202017>

<sup>6</sup> <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099040323142549791/bosib06727b8a603b0bbc50f9264b9412f9>

<sup>7</sup> <https://www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar/publication/madagascar-afe-poverty-assessment-navigating-two-decades-of-high-poverty-and-charting-a-course-for-change>

<sup>8</sup> <https://hdr.undp.org/content/human-development-report-2023-24>

<sup>9</sup> <https://www.lexpress.mg/2024/05/marche-de-devises-des-gains-en-valeur.html>

<sup>10</sup> <https://midi-madagasikara.mg/baisse-de-29-des-exportations-au-premier-semester-2024/>

<sup>11</sup> <https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLS/world-economic-outlook-databases#sort=%40imfdate%20descending>

Grande île. L'évolution de la valeur de la monnaie malgache dépend des développements financiers et géopolitiques internationaux, comme c'était le cas pour le conflit ukrainien et la pandémie de COVID-19. Pour 2025, le FMI table sur un taux d'inflation à 7,3% pour Madagascar<sup>12</sup>.

Pour faire face à cette situation de perte de pouvoir d'achat, le gouvernement a décidé d'augmenter le **salaire minimum** de 10% dans le secteur privé à partir du mois de mars 2024<sup>13</sup>. Le salaire minimum mensuel d'embauche passe de 238 800 ariary à 262 680 ariary (49.45 CHF) pour les secteurs non agricoles. Il sera de 266 500 ariary (50,16 CHF) pour le secteur agricole, contre 242 200 ariary en 2023.

La **balance commerciale** est toujours déficitaire. Son déficit a atteint 6 943 milliards d'ariary (1.5 milliards de USD) en 2023 si on se réfère aux données sur la situation du commerce extérieur de Madagascar, publiées par la direction générale des douanes (DGD)<sup>14</sup>. L'administration douanière rapporte que la valeur totale des exportations malgaches l'année dernière s'élevait à 14 286 milliards d'ariary. Celle de ses importations durant cet exercice s'est établie à 21 229,7 milliards d'ariary. Avec une **baisse de 29% des exportations** au premier semestre de 2024, la balance commerciale risque d'accroître son déficit.

Les **bailleurs de fonds internationaux** continuent à faire confiance au gouvernement malgache. La Banque mondiale dispose d'un portefeuille de soutien financier pour Madagascar d'environ 4,2 milliards de dollars. Parmi les domaines les plus soutenus par l'institution de Bretton Woods figure le développement de l'infrastructure du pays, qui reçoit 35 % de l'ensemble des financements. Ces allocations soutiennent le développement et l'entretien du réseau routier malgache, actuellement dans un état déplorable, ainsi que des projets d'accès à l'énergie.

Le 21 juin 2024, le **FMI** a approuvé un financement de 337 millions USD au titre de la **Facilité Élargie de Crédit (FEC)** et de 321 millions USD au titre de la **Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD)**. Les programmes soutenus par la FEC et la FRD sont alignés sur les objectifs des autorités mis en avant dans la nouvelle Politique Générale de l'Etat (PGE) et représentent une enveloppe budgétaire totale de **663 millions USD**. L'accord de la FRD appuiera les réformes visant à renforcer l'adaptation au changement climatique et la résilience face aux catastrophes naturelles, soutiendra les efforts d'atténuation du changement climatique, améliorera la protection des écosystèmes et créera les conditions permettant les investissements verts du secteur privé. Ces deux crédits visent à atteindre la résilience des tissus économique et social des deux pays, ce qui s'aligne avec la PGE. Toutefois, la **dette publique** estimée à **57%**<sup>15</sup> du PIB en 2023, reste élevée mais stable.

Madagascar produit la majorité de son électricité grâce au pétrole, ce qui rend la grande île fortement dépendante des pétroliers. Sous la pression du FMI lors des négociations pour l'octroi des programmes de facilité, l'Etat et les **pétroliers** ont finalement trouvé un protocole d'accord qui arrange les deux parties dans le règlement de leurs **dettes croisées**<sup>16</sup>. Jusque-là, les pétroliers ont refusé de s'acquitter des charges fiscales sans être payés de leurs passifs. Effectivement, le passif de l'Etat malgache envers les pétroliers s'élèverait à 111 milliards d'ariary (24,4 millions USD). Ces montants sont inscrits dans le **Projet de Loi de Finances Restrictives (PLFR)** de 2024, mais entre les écritures financières et les débloqués réels, il existe souvent un retard qui peut semer le doute.

Avant que le Président de la République, Andry Rajoelina soit élu en novembre 2023, le Plan Émergence de Madagascar (**PEM 2019-2023**) constituait le cadre de référence pour la politique de développement du pays. Le PEM se basait sur 13 engagements « velirano » afin d'assurer un relancement économique à travers plusieurs secteurs, la prospérité du pays et une autosuffisance alimentaire. Pour la législature de ces 5 années à venir, la Politique Générale de l'Etat (**PGE**) s'articule autour de 3 axes stratégiques, mettant en priorité l'industrialisation, le capital humain, et la gouvernance. Ces trois axes ont une finalité comparable au PEM : (i) l'industrialisation pour accroître la production et atteindre un niveau de croissance suffisant, (ii) le capital humain pour s'assurer que la croissance soit bien distribuée, et (iii) la gouvernance pour la soutenabilité de la croissance et la stabilité des institutions.

Cependant, le PEM qui avait des ambitions jusqu'en 2040 n'a pas eu de grands effets sur la réelle émergence du pays. Après les élections législatives, le gouvernement a finalement été nommé le 22

<sup>12</sup> <https://2424.mg/le-fmi-revoit-a-78-sa-prevision-du-taux-dinflation-a-madagascar-pour-2024/>

<sup>13</sup> <https://2424.mg/travail-le-salaire-minimum-dembauche-passe-a-262-680-ariary-a-madagascar/>

<sup>14</sup> <https://2424.mg/madagascar-enregistre-un-deficit-commercial-de-6-943-milliards-dariary-en-2023/>

<sup>15</sup> <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099534504052452726/ifu1935b78211c4df1495b1be9311424cbf5467d>

<sup>16</sup> <https://www.lexpress.mg/2024/07/carburants-nouvel-accord-entre-letat-et.html>

août 2024.<sup>17</sup> Cependant, malgré une politique de finance restrictives (PLFR) adoptée le 11 juin 2024<sup>18</sup>, annonçant une coupure budgétaire massive dans les investissements publics étatiques, la PGE et son plan de mise en œuvre pour l'émergence du pays n'ont pas été adaptés.<sup>19</sup> Comme pour la PEM, les objectifs de la PGE de ce nouveau mandat devront **accélérer les réformes structurelles** et renforcer la confiance du public dans les politiques. La volonté de lutter contre la corruption a été évoquée depuis la réélection du président. Par ailleurs, une augmentation ambitieuse de l'investissement, financée par une augmentation significative de la mobilisation des recettes intérieures et du financement extérieur, devrait être mise en avant.

L'épanouissement du secteur industriel est principalement bloqué par le manque de rénovation des infrastructures et par l'absence d'un approvisionnement stable et rentable d'énergie pour les entreprises. De manière générale, jusqu'à ce qu'on ne puisse pas transporter facilement les matières premières et qu'on n'aura pas d'accès à une énergie stable et abordable pour les transformer sur place, créant ainsi de la **valeur ajoutée** dans le pays, une véritable industrialisation du pays ne sera pas possible. Il faut également mettre en place des mesures pour protéger l'industrie locale, comme celle dans le secteur textile.

Début 2024, le ministère de l'environnement et du développement durable (MEDD), conscient des enjeux environnementaux, a néanmoins pris les devants pour lutter contre le trafic d'espèces protégées. Ces objectifs font partie de la **lutte contre la corruption** qui est omniprésente à Madagascar. La surveillance douanière renforce également ses capacités en matière de lutte contre les exportations illicites des ressources nationales et la contrebande. Le MEDD joue un rôle déterminant la politique économique de l'Etat étant donné que le modèle des **crédits carbone** est prometteur pour Madagascar.

## 2 Secteurs prioritaires et opportunités pour les entreprises suisses

L'accord de promotion et de protection réciproque des investissements, conclu en 1964 entre la Suisse et Madagascar, a été renouvelé le 07.05.2015 à l'initiative de l'Ambassade. En novembre 2016, la Suisse et Madagascar ont signé un protocole d'accord (MoU), qui prévoit des consultations thématiques si l'un des deux pays souhaite spécifiquement avoir de telles consultations. Néanmoins, ni le nouvel accord de protection des investissements ni le protocole d'accord n'ont eu, jusqu'à présent, d'impact concret sur les investisseurs suisses, qui ne sont encore actifs à Madagascar qu'en petit nombre.

### Infrastructures et services publics

Le mauvais état et le manque d'**infrastructures** reste un problème majeur pour l'économie malgache. Le seul **port maritime commercial**, artère vitale de l'économie malgache, situé du côté de l'océan Indien à Toamasina (Tamatave) en est témoin. Dans ce port, où **80%** des marchandises nationales et internationales sont transbordées, le traitement à quai d'un navire peut prendre jusqu'à deux semaines. Afin de remédier à l'insuffisance de ces infrastructures vétustes, les gouvernements malgache et japonais ont entamé depuis avril 2018 d'importants travaux d'agrandissement du port sur 10 hectares. La modernisation et l'agrandissement du port devraient permettre de multiplier par trois les capacités de manutention et de stockage à l'horizon 2025, date de réalisation du projet annoncée.

Si le port de la Grande île est en cours de modernisation, les autres infrastructures restent vétustes. La plupart d'entre elles datent du début du 20<sup>ème</sup> siècle. Le **réseau routier** s'est fortement dégradé. À titre de comparaison : réseau routier en 1960 = 60 000 km ; en 2022 = 11 000 km. De plus, ce système de transport déjà fortement réduit ne couvre qu'une partie du pays et n'est plus suffisant pour transporter des passagers et produits ou desservir les régions éloignées. D'après la Banque Mondiale, **17 millions d'habitants** ne sont pas connectés au réseau routier. Ce manque de connectivité entre les villes affecte grandement le potentiel de développement du pays. De plus, certaines zones sont dépendantes de routes pour l'acheminement du carburant et des PPN ce qui les rend encore plus vulnérables en cas de catastrophes naturelles ou pendant la saison des pluies. Le **projet d'autoroute** entre Antananarivo et le port principal de Toamasina à l'est du pays, récemment lancé en collaboration avec une entreprise égyptienne, est actuellement fortement contesté par la société civile car sa trajectoire traverserait une zone protégée. En effet, l'autoroute devrait **traverser des sites protégés et inestimables** pour leurs richesses biologiques, physiques et écosystémiques. De plus, la procédure de règlement de l'indemnisation des propriétaires des terres et des rizières affectées par le projet n'est pas encore achevée.

Dans la capitale, un réseau de **téléphérique** est en construction. Il s'agit d'une promesse

<sup>17</sup> <https://midi-madagasikara.mg/nouveau-gouvernement-ce-jour-vers-la-nomination-de-14-nouveaux-ministres-dont-7-femmes-et-des-secretaires-detai/>

<sup>18</sup> [https://www.mef.gov.mg/page\\_personnalisee/index/news/1419](https://www.mef.gov.mg/page_personnalisee/index/news/1419)

<sup>19</sup> MMM - malagasy-miara-miainga, Réf. 005/QG-MMM/2024, « Politique Générale de l'Etat et coopération entre le FMI et Madagascar », 13 août 2024.

présidentielle pour moderniser le transport urbain, mais son utilité publique pour lever la pression de la mobilité en ville reste à prouver. Le prix annoncé de 3000 ariary ne permettra qu'à la population de la classe moyenne à aisée de profiter de ce moyen de locomotion. Quant au **train**, bien qu'inauguré le projet de train urbain à Antananarivo n'est pas opérationnel. Le réseau national ferroviaire n'est pas entretenu et son usage devient dangereux. Trois graves accidents de train ont eu lieu au cours de cette période de revue dans la région de Manakara. Ces accidents ferroviaires graves sur la ligne Fianarantsoa-Côte Est (FCE) étaient causés par le manque d'entretien.

Concernant le fret aérien, la compagnie nationale, **Madagascar Airlines**, détenant le monopole pour les vols à l'intérieure du pays fait face à de vives critiques. Par manque de ressources techniques, la compagnie a annulé de nombreux vols ces derniers mois. Ce manque de fiabilité n'est pas un bon élément pour le tourisme sur l'île. De plus, la compagnie détenue à 51% par l'Etat profite de disposer du monopole pour faire grimper les prix, ce qui ne profite pas au développement de l'économie touristique. En revanche, à partir du mois de septembre 2024, des longs courriers proposés par Emirates et faisant escale aux Seychelles seront sur le marché. Le président espère accroître le potentiel touristique pour la clientèle de Dubaï et de la région.

Un problème récurrent concerne les fournisseurs de services publics liés à l'énergie et à l'eau. La **JIRAMA** (avec monopole de distribution appartenant à l'État) est en difficulté depuis des années en raison d'une infrastructure délabrée, des prix élevés du pétrole sur le marché local, de vols fréquents et d'un mauvais recouvrement des dettes. La viabilité financière de la JIRAMA est constamment menacée. Ce sont les usagers raccordés au réseau d'électricité et d'eau de la JIRAMA qui en font les frais, à savoir des coupures d'électricité et d'eau pratiquement quotidiennes. Par ailleurs, une grande partie de la population rurale et de nombreux citoyens pauvres vivent toujours sans électricité et sans eau, ce qui a des répercussions négatives sur la vie économique locale. En mai 2024, trois anciens directeurs de la JIRAMA ont été condamnés à dix ans de travaux forcés pour corruption. Les juges du Pôle anti-corruption (Pac) ont enquêté sur plusieurs affaires de corruption au sein de la JIRAMA.

Rappelons que Madagascar est fortement dépendant du pétrole pour sa production énergétique, et que les autres sources d'énergie pourtant fortement abondantes sur l'île, telles que le solaire et l'éolien, ne sont pratiquement pas exploitées. Le coût de production de l'électricité s'élève actuellement à 0,35 USD/kWh pour la JIRAMA. Alors que l'entreprise enregistrait un seuil de rentabilité en 2009, elle était confrontée à un déficit de vente de 0,11 USD/kWh en 2022. Avec une production annuelle d'électricité de 1'900 GWh, des pertes techniques de 28 % et un taux de recouvrement de 89 %, la JIRAMA a perdu environ 150 millions USD (~604 milliards MGA). Même les transferts gouvernementaux d'environ 100 millions USD par an à la JIRAMA via la BM, ne suffisent plus à maintenir la viabilité financière de l'entreprise. Il faut ajouter à cela que le système national énergétique de l'île ne permet pas de transfert d'énergie d'une zone à une autre. Sans cette structure de redistribution, une centrale de production à grande échelle n'est pas envisageable.

Depuis le mois de mai 2024, le nouveau Directeur Général, **Ron Weiss**, a été nommé à la tête de la JIRAMA pour ces 5 prochaines années par la BM. L'ingénieur israélien qui a honoré son précédent mandat au Rwanda avec succès, compte assainir l'entreprise de ses dettes et optimiser sa productivité. Un **plan de redressement** en trois volets (management, technique et financier) est attendu d'ici le mois de novembre 2024. Outre la modernisation du réseau, de nombreux projets d'énergie renouvelables sont attendus. Amorcer une transition vers des sources d'énergies renouvelables plus économiques est aussi une façon pour la JIRAMA de réduire ses coûts de production et de s'attaquer à sa dette de 1500 milliards d'ariary (330 millions USD).<sup>20</sup>

#### Secteur vanille

Madagascar couvre 80% du commerce mondial de **vanille** Bourbon qui est le principal produit agricole d'exportation de la Grande île. Il assure un quart des recettes d'exportation (5% du PIB) et des rentrées conséquentes au budget de l'Etat. Cependant, cette dernière année a été très difficile pour les opérateurs de la vanille. Au début de l'année 2023, **la vanille a perdu 58,4% de sa valeur à l'export**, ce qui a eu un impact sur la conjoncture économique du pays, car la vanille est un des plus grands pourvoyeurs de devise à Madagascar. Depuis deux ans, le prix de la vanille est donc tombé très bas pour diverses raisons, notamment des pressions étrangères. L'instauration par l'Etat en 2020 le prix minimum à l'exportation d'USD 250 par kg de vanille noire (prix du marché international : USD 150), l'obligation de rapatrier l'intégralité des recettes en devises et la création d'un Conseil national de la vanille (CNV) dont l'une des prérogatives est de délivrer les agréments d'exportation, sont des mesures qui ont péjoré les conditions des acteurs dans le secteur. Cette situation a entraîné une paralysie de l'économie dans la région de la SAVA et un certain nombre de faillites. Les fortes pressions ont finalement incité le Président à libéraliser à nouveau le marché de la vanille en Avril 2023. Au début

<sup>20</sup> <https://midi-madagasikara.mg/evolution-positive-1-500-milliards-dariary-de-dettes-a-resorber/>

de l'année 2024, l'UE qui est un des principaux importateurs de vanille a révisé le règlement relatif aux normes exigées, ce qui a permis à la vanille de Madagascar de réintégrer le marché européen. Depuis la crise, les pays producteurs de vanille souhaitent faire bloc en créant une plateforme pour défendre le prix de la vanille. Cette initiative de création d'une **Organisation internationale de la vanille** prise par le ministre malgache et saluée par la Secrétaire Générale de l'ONU Commerce et Développement constitue une solution prometteuse pour endiguer la spéculation des prix de la vanille sur le marché international. Pour voir les prix remonter, il faudra probablement attendre la nouvelle campagne d'exportation cet automne 2024. La nouvelle récolte de vanille s'annonce en effet en nette diminution (à cause du cyclone Gamane qui a ravagé les productions dans la région SAVA), et ne pourra pas être compensée par les stocks qui, sauf surprise, devraient avoir fondu sous l'effet de la très bonne saison d'exportation qui se termine.

#### Secteur du cacao

Sur le marché mondial, le **cacao** est en plein essor depuis le début de l'année 2024. Les producteurs de cacao à Madagascar, qui est de très bonne qualité, peuvent écouler leur production pour un très bon prix. Les fèves de cacao se sont vendues jusqu'à 40 000 ariary le kilo (8,8 USD). De plus, la filière profite d'une bonne gestion par les autorités publiques et le secteur privé, ce qui lui vaut sa notoriété. Cette année, Madagascar pourrait également profiter de la perte de production des autres pays producteurs dû aux aléas climatiques (notamment la Côte d'Ivoire et le Ghana).

#### Secteur minier

Le **secteur minier** malgache dispose d'un potentiel considérable (grande richesse en métaux (dont l'or), minéraux, terres, pierres précieuses ; main d'œuvre bon marché). L'exportation légale d'**or** a repris depuis février 2024, après des réformes apportées dans ce secteur. Cette avancée reflète l'engagement gouvernemental à canaliser les ressources à très haute valeur ajoutée vers le développement économique. Le prix du marché pour l'or est évalué à 60 000 USD par kilo, ce qui représente des devises considérables pour le pays. Les exportations aurifères étaient en suspens depuis plusieurs années et l'objectif annoncé était l'exportation de 500kg dans les 100 premiers jours de reprise. Il est estimé que l'exportation illégale de cette ressource au cours des dernières années aurait fait perdre 100 tonnes d'or à Madagascar. Cependant, les cours du **nickel** et du **cobalt** ont considérablement baissé, ce qui a impacté l'économie malgache dont la croissance dépend en grande partie des recettes de ses exportations. L'Etat prévoit la reprise et le lancement de plusieurs projets miniers au cours de ces prochaines années.

D'autres réformes sont entreprises dans le secteur pour attirer les investisseurs étrangers afin de développer les activités minières et favoriser l'essor économique du pays. Le nouveau Code minier tout en prenant en compte les spécificités locales, vise à aligner la législation malgache sur les meilleures pratiques internationales. Le nouveau cadre juridique vise à instaurer la transparence, notamment en ce qui concerne les dispositions fiscales (augmentation de 5% des droits de douane et des taxes sur les produits miniers), la réduction de la superficie maximale des terrains accordés aux détenteurs de permis, une protection accrue des lieux de valeur culturelle, un renforcement des normes écologiques et un engagement social par la création d'un fonds minier pour l'investissement social et communautaire. Le Décret d'application du **nouveau code minier** est encore attendu.

#### Secteur textile

Jusqu'à la crise Covid-19, le secteur du **textile** et de l'habillement était le premier secteur manufacturier de Madagascar et le plus grand employeur de main-d'œuvre après l'agriculture (19,35% du PIB ; 7% des investissements directs étrangers IDE et 69% des exportations en 2019). La période de la pandémie a fortement réduit ce secteur économique suite à la baisse de la demande européenne et américaine en produits textiles. Des milliers d'emplois ont été perdus et les conditions de travail se sont dégradées. L'industrie textile malgache est aujourd'hui sous l'influence de Maurice, opérateur historique du secteur de l'habillement, qui a délocalisé une grande partie de sa production à Madagascar pour faire face à l'augmentation des coûts de production dans son propre pays. Malgré cela, l'industrie textile malgache ne s'est pas encore redressée. Toutefois, la qualité exceptionnelle du travail local et du savoir-faire malgache dans le domaine attire les maisons de haute couture et de l'industrie du luxe. Le secteur a un potentiel énorme de génération d'emploi et pour attirer les IDE. La croissance du secteur secondaire devrait s'établir à 5,1% en 2024, et l'industrie du textile pourrait jouer un rôle déterminant.

#### E-commerce

Le commerce électronique fait partie des secteurs de croissance du pays. Cependant, des réformes au niveau législatif (protection des données ; mesures de protection contre la cybercriminalité) sont nécessaires pour pouvoir intégrer les entreprises de e-commerce dans le secteur formel. Pour que les consommateurs d'internet puissent bénéficier d'une meilleure qualité des services numériques, le groupe Telma et Vodafone se sont associés dans le but de relier Madagascar au plus grand système

sous-marin de câbles à fibres optiques. La Banque mondiale soutient également ce projet « Connectivité numérique et énergétique pour l'inclusion à Madagascar (DECIM) » avec un crédit de 400 millions USD. Cela devrait permettre de doubler l'accès à l'internet de 33,7% à 67% avec 3,4 millions d'utilisateurs d'internet supplémentaires), ce qui favorisera l'inclusion socio-économique. Prochainement, la division spécialisée dans l'internet par satellite de SpaceX, nommée *Starlink*, proposera ses services à Madagascar. Cette initiative promet d'améliorer considérablement l'accès à internet dans le pays, surtout dans les zones les plus éloignées.

#### Energies renouvelables

Madagascar offre un large éventail d'opportunités d'investissement dans le domaine des **énergies renouvelables**. Grâce à sa position géographique, le pays bénéficie de 2'800 heures d'ensoleillement par an et de vents stables dans plusieurs régions du pays. Cette situation est favorable au développement de projets d'énergie solaire et éolienne. Les nombreux cours d'eau du pays permettent également l'exploitation de l'énergie hydraulique. Le chantier du premier parc éolien de Madagascar est lancé au Sud du pays. L'Etat se tourne vers les énergies renouvelables en matière de **politique énergétique**. C'est également le cas pour la relance de la JIRAMA.

Parmi les **raisons d'investir à Madagascar**, on peut citer les suivantes :

- Ressources naturelles abondantes (pierres précieuses, pierres industrielles et décoratives, métaux rares, terre vaste et fertile avec un climat favorable)
- Faible coût des facteurs de production et de la main-d'œuvre locale
- Situation stratégique entre l'Asie et l'Afrique
- Potentiel de développement du secteur du tourisme simple
- Conditions concessionnelles pour la plupart de la dette publique
- Mesures d'incitation en faveur des entreprises axées sur l'exportation avec le statut de zone franche industrielle (USA, UE).

En ce qui concerne les **points faibles** :

- Dépendance aux produits miniers et agricoles (saisonniers)
- Insuffisance des infrastructures (routes, réseaux hydrauliques et électriques)
- Dépendance à l'égard de l'aide étrangère
- Niveau de pauvreté élevé
- Faible accès à l'électricité et à l'eau
- Faiblesse des systèmes financiers
- Cadre légal peu fiable
- Risques élevés de corruption dans les secteurs public et privé
- Accès fortement limité à l'éducation de qualité pour la population malgache
- Manque de personnel qualifié
- Des démarches administratives longues et coûteuses
- Un manque de certificats reconnus au niveau international.

## **3 Politique économique extérieure**

---

### **3.1 Politique et priorités du pays hôte**

Le gouvernement malgache s'efforce de faire du pays une destination plus attrayante pour les investisseurs étrangers et de s'ouvrir davantage au commerce international par le biais de plusieurs initiatives et incitations. Il s'agit notamment de la promotion des exportations, de la gestion de la concurrence, du contrôle des marchés publics au profit de l'économie nationale, de la compétitivité de Madagascar et de son intégration dans l'économie mondiale. Dans ce sens, le pays fait partie de plusieurs accords économiques internationaux.

#### Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf)

Selon les bailleurs internationaux la Zone de **ZLECAf** s'aligne avec les priorités du pays. La ZLECAf permet de doter le pays des infrastructures de transport cohérentes à l'émergence et de densifier le tissu industriel par l'industrialisation régionale à travers la mise en place de zones d'émergence industrielles. La Grande île pourrait tirer plein profit de cette zone de libre-échange et accélérer son processus d'industrialisation. Cependant, malgré la signature de l'accord de la ZLECAf par Madagascar en

2018, le pays n'a **pas encore ratifié** cet accord. La résistance dans la ratification de ce pacte de libre-échange par Madagascar peut être expliquée, en raison des doutes exprimés par les opérateurs et la population quant aux impacts sur le marché interne, étant donné qu'il prévoit la libre circulation des biens et services, des personnes et des capitaux. En février 2024, un Programme d'Appui (PA) à l'adhésion de Madagascar à la ZLECAF visant à accélérer la ratification a été lancé et bénéficie du soutien de la Banque Africaine de Développement (BAD).

#### Accords de libre-échange régionaux

Le commerce intra-africain de Madagascar demeure très insuffisant et marginal malgré les capacités et les ressources importantes de Madagascar. Les exportations du pays, basées sur des produits à faible degré de complexité et de sophistication (vanille, nickel, habillement) sont tournées vers les États-Unis, l'Europe, l'Asie et le Moyen-Orient. Pourtant, le pays participe à trois Communautés Économiques Régionales, notamment la **COMESA**, la **SADC** et la Commission de l'Océan Indien (**COI**). Madagascar étant un État insulaire, il fait face à des coûts de transport plus élevés que les pays basés sur le continent africain. Par ailleurs, le faible développement des infrastructures de transport notamment transfrontalier ainsi que la persistante des barrières non tarifaires (procédures, inspections et contrôles) rendent difficiles l'accélération de l'intégration de Madagascar avec l'Afrique continentale.

#### Accords de libre-échange international

L'éligibilité de Madagascar à l'African Growth and Opportunities Act (**AGOA**) avec les États-Unis et la signature de l'Accord de Partenariat Économique (**APE**) avec l'Union européenne permet aux entreprises du pays d'exporter vers ces marchés sans droit de douane. L'APE devrait s'étendre aux services et aux investissements. Témoignant du dynamisme des échanges entre la Grande Île et ces deux zones, les exportations vers les États-Unis s'élevaient à 513 millions USD et à 796 millions USD vers l'Union Européenne en 2019.<sup>21</sup> L'AGOA devrait être prolongé jusqu'en 2045. De plus, les échanges économiques devraient être renforcés avec la **Chine** grâce à une mesure qui exonère 98% des articles malgaches de droits de douane.<sup>22</sup>

### 3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)

Aucune loi n'interdit ou ne limite les investissements étrangers dans le pays, mais de nombreux obstacles inhérents rendent les **investissements difficiles**. Madagascar dispose d'un énorme potentiel naturel, mais la qualité médiocre et néanmoins coûteuse des infrastructures, l'accès limité au crédit et aux instruments financiers, ainsi que la mauvaise définition des titres de propriété sont autant d'obstacles à l'investissement. **L'instabilité politique et la corruption** ont souvent empêché les investissements étrangers et ont également provoqué le départ de nombreux investisseurs. Bien que la loi malgache traite les investisseurs étrangers et locaux de manière égale, les entreprises étrangères font souvent l'objet de **poursuites pénales pour des taxes douteuses**, des violations inexplicables du droit du travail ou pour d'autres raisons. De plus, selon la loi malgache **une entreprise étrangère ne peut pas acheter des terrains sur le sol malgache** ce qui peut potentiellement désintéresser les investisseurs étrangers à s'engager dans ce pays.

## 4 Commerce extérieur

---

### 4.1 Evolution et perspectives générales

De manière générale, les perspectives économiques du pays sont très incertaines. Madagascar reste confronté à des risques liés à la fragilité sociale, à un État aux structures défiantes, aux catastrophes naturelles et au changement climatique. La période 2024 est toutefois légèrement plus positive que 2023 si on se réfère aux indicateurs économiques. Dans un contexte de ralentissement de la croissance mondiale et de hausse de l'inflation, le **PIB réel** devrait croître de **4,6 % en 2024** (3,8% en 2023), tandis que **l'inflation moyenne** atteindrait **7,9%** contre 9,5 % en 2023.

Les risques cités auparavant dans le rapport pourraient accroître les pressions budgétaires et extérieures et donc ralentir l'augmentation des investissements publics, ce qui aurait un effet négatif sur la croissance économique et sur le commerce extérieur. En même temps, les tensions financières dans les entreprises d'État et les fragilités bancaires pourraient également augmenter l'instabilité.

<sup>21</sup> Des données plus récentes ne sont pas disponibles.

<sup>22</sup> <https://2424.mg/commerce-98-des-produits-dorigine-malgache-accident-desormais-au-marche-chinois-sans-droits-de-douane-la-vanille-parmi-les-nouveaux-produits-a-beneficier-de-cette-exemption/>

De plus, le secteur de la **vanille** (qui représente environ un quart des recettes d'exportation de marchandises de Madagascar) a été fragilisé avec l'introduction en 2022 du prix minimum à l'exportation de 250 USD par kilogramme. Depuis, le prix minimum a été levé et le marché s'est à nouveau libéralisé. Madagascar souhaite maintenir ses parts de marché dans le secteur de la vanille et a lancé l'initiative de réunir les pays exportateurs dans une organisation internationale pour faire bloc contre les pressions et barrières commerciales extérieures. Cependant, au premier semestre de 2024, le commerce extérieur du pays **baisse de 29%**, et ce serait en partie à cause du secteur de la vanille qui a perdu de la valeur. Selon la Banque Centrale, la valeur de la vanille exportée a fléchi de 63,5% en raison de la baisse de 81,3% du prix, même si la quantité a rebondi de 95,0%.<sup>23</sup>

Le changement politique dans le pays a interrompu la mise en œuvre du programme de réformes envisagés dans le PEM. Le programme de mise en œuvre pour l'émergence du pays selon la PGE n'a pas encore été annoncé par le gouvernement. Cependant, le **nouveau code minier** devrait se mettre en place prochainement et favoriser les perspectives d'investissement dans le secteur extractif. Depuis février 2024, **l'exportation d'or** a repris après plusieurs années d'interruption. Cette ouverture au marché aurifère est un bon signe pour l'économie malgache. Cependant, les programmes et réformes mis en place ces dernières années dans le cadre de la PEM n'ont pas eu un grand effet sur l'industrialisation et la croissance du pays. Ces promesses de développement n'ont pas eu l'effet escompté sur le bien-être de la population, car le taux de pauvreté est extrêmement élevé, l'IDH a diminué et la scolarisation est faible. Un des trois piliers de la PGE actuelle prévoit de miser sur le « capital humain ». Le plan de mise en œuvre pour cet objectif est attendu.

#### 4.1.1 Commerce de marchandises

L'intégration de l'économie malgache dans les flux commerciaux régionaux et mondiaux reste modeste. Les échanges économiques de Madagascar avec ses voisins régionaux, à l'exception de l'Afrique du Sud, restent quant à eux particulièrement limités, malgré l'appartenance du pays aux deux zones régionales de libre-échange que sont le COMESA et la SADC. Une adhésion à la ZLECAF pourrait renforcer des échanges.

En 2023, **la Chine est le premier partenaire commercial** de Madagascar en termes d'importations. La France est quant à elle le premier partenaire en termes d'exportations en provenance de Madagascar. La Chine est le premier fournisseur de Madagascar et son troisième client, principalement pour le nickel, qui représente un tiers de ses importations. Par l'intermédiaire de l'Exim Bank, la Chine est l'un des principaux créanciers bilatéraux du secteur public malgache. Les entreprises chinoises sont bien implantées dans le pays dans des secteurs porteurs (BTP, mines, cultures de rente, agro-industrie, textile) et se développent dans les secteurs des télécommunications et de l'énergie.

Le secteur des exportations, entravé par la lenteur des procédures de dédouanement et une infrastructure portuaire inadaptée aux besoins actuels, reste néanmoins l'un des piliers de l'économie malgache. En 2023, la balance commerciale affichait un déficit de 1,5 milliard USD. En revanche, les échanges internationaux avec les grands pays occidentaux tels que l'Union européenne et les États-Unis sont excédentaires. En 2022, la Grande île a exporté pour près de 3,5 milliards d'USD, tandis que les importations se sont élevées à plus de 5,4 milliards d'USD.<sup>24</sup>

Madagascar exporte principalement des produits miniers (cobalt, nickel, titane, pierres précieuses) et des produits agricoles (vanille, café, cacao, girofle, poivre, sucre). La production de nickel et de cobalt du grand projet **Ambatovy** entre le Canada, le Japon et la Corée du Sud représente le plus grand investissement étranger jamais réalisé dans le pays, et compte pour près d'un tiers des recettes d'exportation de Madagascar. Cependant, depuis le début de l'année 2024, ce projet est ralenti par un conflit entre le géant minier et les populations voisines concernant l'exploitation du site. De plus, **les prix du nickel et du cobalt ont considérablement chuté**. Les exportations seraient en diminution en raison de l'excès de l'offre sur le marché et la baisse des prix des batteries pour les voitures électriques. Dans le domaine de l'exploitation minière à grande échelle, le projet **Tolagnaro** de la société QMM (QIT Madagascar Minerals) pour l'extraction d'ilménite dans l'agglomération de Toaliara (au sud-ouest de l'île) est également en cours d'avancement. Il s'agit d'un facteur de développement important pour toute la région d'Atsimo Andrefana, d'autant plus que Toaliara est un important centre pour les migrants du Sud. Cependant, les obligations d'indemnisation de QMM envers la population locale, qui ne voit pas que des bienfaits dans ce projet, ne sont pas encore réglées.

<sup>23</sup> <https://midi-madagasikara.mg/baisse-de-29-des-exportations-au-premier-semestre-2024/>

<sup>24</sup> Des données plus récentes ne sont pas disponibles.

Malgré les difficultés décrites ci-dessus, Madagascar reste de loin le **premier exportateur mondial de vanille** naturelle (80 % du marché mondial, 2 268 tonnes en 2022, d'une valeur de 543 millions USD).<sup>25</sup> La Grande île exporte également des clous de **girofle**, ceci pour une valeur de 273 millions USD en 2022, et était le 2ème producteur mondial (40%) derrière l'Indonésie. La filière du girofle a toutefois connu une crise en 2023, mais les exportations ont pu reprendre, et Madagascar est désormais le premier exportateur mondial de girofle.<sup>26</sup> Les principales destinations des exportations malgaches sont la France, (l'Union européenne), les Etats-Unis, le Japon, la Corée du Sud, la Chine et les Pays-Bas.

La majorité des importations sont des produits pétroliers, des minéraux bitumineux, des produits alimentaires (notamment le riz, l'huile de palme et le soja), des médicaments et des biens de consommation. Ces produits viennent principalement de la Chine suivie par Oman, l'Inde et l'Afrique du Sud.

#### 4.1.2 Commerce de services (si données disponibles)

---

## 4.2 Commerce bilatéral

Les relations économiques entre la Suisse et Madagascar sont modestes. Les échanges qui ont atteint 46 millions de CHF en 2023, soit une légère diminution par rapport à 2022 où les échanges économiques équivalaient à 49 millions de CHF. De façon générale, la Suisse connaît toujours un déficit commercial important avec Madagascar. En 2023, les exportations suisses (10'682'469 CHF) vers Madagascar ont principalement été composées de produits issus de l'industrie chimique et pharmaceutique. Quant aux exportations malgaches vers la Suisse (30'917'651 CHF), elles ont principalement été composées de produits agricoles et de produits textiles.

#### 4.2.1 Commerce de marchandises

Les échanges commerciaux concernent surtout des produits tels que les épices (vanille, clous de girofle) et des matières premières utilisées notamment par les labels bio, encore peu nombreux.

#### 4.2.2 Commerce de services (si données disponibles)

## 5 Investissements directs

---

### 5.1 Evolution et perspectives générales

Le gouvernement malgache afin d'attirer les investisseurs a promulgué diverses réformes visant à améliorer le climat des affaires. Malgré cela, les facteurs déterminants pour l'investissement privé (sécurité juridique, infrastructures, niveau d'éducation, accès au crédit) ne sont pas encore suffisamment développés. Selon le rapport Doing Business 2020<sup>27</sup> du Groupe de la Banque mondiale, qui mesure les réglementations favorables et défavorables à l'activité des entreprises dans 190 pays, Madagascar ne se classe qu'au **161ème** rang.

De plus, la **corruption** reste un problème répandu dans la Grande île. Notamment selon l'Indice de Perception de la Corruption (**IPC**) 2023 publié par Transparency International - Initiative Madagascar (TI-IM)<sup>28</sup>, le score du pays s'est encore dégradé par rapport à l'année précédente, à savoir 25/100, ce qui place Madagascar au **145ème** rang au niveau international.

Ces mauvais résultats en matière de corruption sont également confirmés par le World Justice Project (WJP)<sup>29</sup>, qui vient d'annoncer que Madagascar, selon l'indice de l'État de droit 2023, occupe la **114ème** place sur 140 pays en matière de **justice civile**, avec un score de 0,43. Cet indicateur est basé sur l'accessibilité et l'impartialité du système de justice civile du pays évalué, et dans le cas de

<sup>25</sup> Des données plus récentes ne sont pas disponibles.

<sup>26</sup> <https://newsmada.com/2024/05/04/madagascar-reste-le-premier-exportateur-mondial-de-girofle/>

<sup>27</sup> Des données plus récentes ne sont pas disponibles.

<sup>28</sup> <https://www.transparency.mg/ipc/>

<sup>29</sup> <https://worldjusticeproject.org/rule-of-law-index/country/2023/Madagascar>

Madagascar, il y a encore beaucoup de progrès à faire dans ce domaine. En effet, le Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM) a constaté à plusieurs reprises que le système juridique en place ne garantit pas le respect des lois en vigueur et que au contraire toute sorte d'abus judiciaire est de plus en plus fréquent. Cela est causé par la montée de la corruption dans le pays et par le manque de transparence dans le monde politique. Le domaine fiscal est lui aussi peu transparent et comporte de nombreuses adversités pour le monde des affaires.

Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2024 de la CNUCED, Madagascar a reçu **415 millions USD d'entrées d'IDE en 2023**, contre 468 millions de dollars en 2022.<sup>30</sup> Ces IDE entrants peuvent être expliqués comme étant des investissements de l'étranger à Madagascar, et qui comprennent tous les actifs et les passifs entre une entreprise d'investissement directe résidente et l'investisseur direct non-résident.

En outre, la protection de la propriété intellectuelle n'est pas garantie à Madagascar. En décembre 2022, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi pour progresser dans ce domaine. Les entreprises malgaches ne comprennent pas nécessairement l'importance de la protection d'une invention, pourtant essentielle au développement d'une économie. L'impact actuel de la stimulation de la recherche et de l'invention sur le développement économique est encore très limité.

En mai 2023, la réforme de la loi sur l'investissement à Madagascar a été votée à l'unanimité à l'Assemblée nationale. La mise à jour de ce texte législatif datant de 2007, est essentiel pour la création d'un climat d'investissement attractif et pour répondre aux exigences des entrepreneurs face à l'évolution de l'environnement économique mondial.

## 5.2 Investissements bilatéraux

Les relations économiques entre la Suisse et Madagascar sont modestes, mais ont un potentiel de développement. Plusieurs grandes entreprises suisses sont actives dans le pays. La plupart des activités économiques suisses se concentrent sur le tourisme. Les échanges commerciaux concernent surtout des produits tels que les épices et les matières premières, utilisées notamment par les labels bio. Une trentaine d'entreprises suisses ou à participation suisse sont présentes à Madagascar. Selon les statistiques de la Banque nationale suisse, le stock des investissements suisses à Madagascar à la fin 2017<sup>31</sup> s'est chiffré à CHF 22.8 millions et les firmes helvétiques y employaient 631 personnes (des chiffres plus récents ne sont pas disponibles).

## 6 Promotion économique et touristique

---

### 6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

En raison du faible poids de Madagascar dans l'économie suisse, la promotion du commerce extérieur est peu présente, tant par les acteurs privés (absence d'une chambre de commerce Suisse-Madagascar) que par les acteurs étatiques (absence d'une branche locale de Switzerland Global Enterprise). Dans la mesure de ses possibilités, l'Ambassade organise des rencontres à la Résidence suisse, pour l'échange avec les acteurs économiques suisses actifs sur le terrain.

Par contre, la Suisse reste prioritairement impliquée sur le terrain dans les organisations internationales telles que le PNUD, le PAM, l'OIM, l'OMS, l'UNICEF, le FMI, la BAD, etc. Un grand nombre d'ONG suisses (par exemple Helvetas, Medair, CEAS, ADES, Action de Carême, MSF, WWF etc.) sont également actives sur le terrain. En outre, le Zoo de Zurich soutient depuis des années des projets de conservation de la nature dans la péninsule de Masoala, au nord-est de Madagascar.

De plus, cette Ambassade dispose d'un fonds pour soutenir des petits projets dans les domaines de la coopération au développement et des droits de l'homme. L'Ambassade assure également une présence en soutenant diverses manifestations culturelles à Madagascar ayant un lien avec la Suisse.

<sup>30</sup> <https://2424.mg/investissement-lentree-dide-a-madagascar-estimee-a-415-millions-de-dollars-en-2023/>

<sup>31</sup> Des données plus récentes ne sont pas disponibles.

## **6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse**

Le potentiel de la Suisse en tant que destination de vacances et de formation est faible. Des raisons financières, géographiques et culturelles sont à l'origine de cette situation. Au vu de la situation économique du pays, seule la classe supérieure, au poids néanmoins non négligeable, peut envisager un séjour en Suisse. D'autre part, la Suisse internationale, avec Genève comme lieu de nombreuses conférences, reste attractive. Cela se reflète dans le nombre de demandes de visas pour de tels événements (839 pour visiter la Suisse en 2023, et 425 de la période de janvier à juin 2024).

## ANNEXE 1 – Structure de l'économie

### Structure de l'économie du pays hôte

	Année 2017	Année 2022 <sup>32</sup>
<b>Répartition du PIB</b>		
Secteur primaire	24.55%	21.89%
Secteur manufacturier	20.11%	21.74%
Services	51.05%	47.08%
– dont services publics	N.A.	N.A.

<b>Répartition de l'emploi</b>	2016	2021
Secteur primaire	74.3%	64.1%
Secteur manufacturier	9.1%	8.7%
Services	16.5%	27.5%
– dont services publics	N.A.	N.A.

Source(s) :

#### Statista

<https://www.statista.com/statistics/460387/share-of-economic-sectors-in-the-gdp-in-madagascar/>

#### World Bank

<https://databank.worldbank.org/reports.aspx?source=jobs>

#### African Development Bank Group

<https://www.afdb.org/en/countries/southern-africa/madagascar/madagascar-economic-outlook#:~:text=Agriculture%27s%20share%20of%20GDP%20fell,from%2077%25%20to%2064.1%25%20%20.>

<sup>32</sup> Des données plus récentes ne sont pas disponibles.

## ANNEXE 2 – Principales données économiques

### Principales données économiques du pays hôte

	2023	2024	2025
<b>PIB (USD mia)*</b>	15.753	16.465	17.917
<b>PIB/habitant (USD)*</b>	529.224	538.176	569.802
<b>Taux de croissance (% du PIB)*</b>	3.8	4.5	4.6
<b>Taux d'inflation (%)*</b>	9.861	7.789	7.432
<b>Taux de chômage (%)*</b>	N.A.	N.A.	N.A.
<b>Solde budgétaire (% du PIB)*</b>	N.A.	N.A.	N.A.
<b>Solde des transactions courantes (% du PIB)*</b>	-4.478	-4.770	-4.722
	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>
<b>Dette extérieure totale (% du PIB)**</b>	56.989	53.102	51.961
<b>Service de la dette (% des exportations)**</b>	14.7	11.9	11.2
<b>Réserves (mois d'importations)**</b>	4.3	3.7	3.9

- \* Source : FMI, World Economic Outlook (Avril 2024)
- <https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLS/world-economic-outlook-databases#sort=%40imfdate%20descending>
  - [https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2024/April/weo-report?c=674,&s=NGDP\\_R,NGDP\\_RPCH,NGDP,NGDPD,PPPGDP,NGDP\\_D,NGDPRPC,NGDPRPPPC,NGDPPC,NGDPDPC,PPPPC,PPPSH,PPPEX,NID\\_NGDP,NGSD\\_NGDP,PCPI,PCPIPCH,PCPIE,PCPIEPCH,TM\\_RPCH,TMG\\_RPCH,TX\\_RPCH,TXG\\_RPCH,LP\\_GGR,GGR\\_NGDP,GGX,GGX\\_NGDP,GGXCNL,GGXCNL\\_NGDP,GGXONLB,GGXONLB\\_NGDP,GGXWDG,GGXWDG\\_NGDP,NGDP\\_FY,BCA,BCA\\_NGDPD,&sy=2022&ey=2029&ssm=0&scsm=1&sc=0&ssd=1&ssc=0&sic=0&sort=country&ds=.&br=1](https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2024/April/weo-report?c=674,&s=NGDP_R,NGDP_RPCH,NGDP,NGDPD,PPPGDP,NGDP_D,NGDPRPC,NGDPRPPPC,NGDPPC,NGDPDPC,PPPPC,PPPSH,PPPEX,NID_NGDP,NGSD_NGDP,PCPI,PCPIPCH,PCPIE,PCPIEPCH,TM_RPCH,TMG_RPCH,TX_RPCH,TXG_RPCH,LP_GGR,GGR_NGDP,GGX,GGX_NGDP,GGXCNL,GGXCNL_NGDP,GGXONLB,GGXONLB_NGDP,GGXWDG,GGXWDG_NGDP,NGDP_FY,BCA,BCA_NGDPD,&sy=2022&ey=2029&ssm=0&scsm=1&sc=0&ssd=1&ssc=0&sic=0&sort=country&ds=.&br=1)

- \*\* Source : FMI, Article IV Consultation
- <https://www.imf.org/en/Countries>
  - Article IV, consultation 2022, published March 2023  
<https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2023/03/21/Republic-of-Madagascar-2022-Article-IV-Consultation-Third-Review-Under-The-Extended-Credit-531196>

## ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux du pays hôte

année : 2023 exports 2022 imports

Perspective selon le pays hôte

2023

2022<sup>33</sup>

Rang	Pays	Exportations par le pays hôte (USD millions)	Part	Var. <sup>34</sup>	Rang	Pays	Importations par le pays hôte (USD millions)	Part	Var. <sup>10</sup>
1	France	475.69	...%	...%	1	China	1.189	...%	...%
2	Western hemisphere (not specified)	412.94	...%	...%	2	Oman	604.19	...%	...%
3	US	412.89	...%	...%	3	India	551.55	...%	...%
4	Japan	270.82	...%	...%	4	South Africa	269.24	...%	...%
5	South Korea	270.66	...%	...%	5	France	266.08	...	...
6	China	267.50	...	...	6	UAE	192.51	...	...
7	Netherlands	207.43	...	...	7	Malaysia	182.88	...	...
24	Suisse	15.53	...%	...%	44	Suisse	7.18	...%	...%
	UE	N.A.	...%	...%		UE	N.A.	...%	...%
	<b>Total</b>	.....	<b>100</b> %	...%		<b>Total</b>	.....	<b>100</b> %	...%

Source(s) :

IMF

<https://data.imf.org/?sk=9d6028d4-f14a-464c-a2f2-59b2cd424b85&sid=1515619375491>

<sup>33</sup> Des données plus récentes ne sont pas disponibles.

<sup>34</sup> Variation par rapport à l'année précédente en %

## ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

### Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte

	<b>Export</b> (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i>	<b>Import</b> (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i>	<b>Solde</b> (en Mio.)	<b>Volume</b> (en Mio.)
2018	6.2	-15.6	76.8	31.9	-70.6	83.0
2019	6.0	-3.2	51.6	-32.9	-45.6	57.6
2020	6.7	12.4	43.5	-15.5	-36.8	50.5
2021	5.6	-17.0	39.2	-9.9	-33.6	44.8
<b>2022</b> (Total 1)*	<b>8.8</b>	<b>56.7</b>	<b>40.3</b>	<b>2.7</b>	<b>31.5</b>	<b>49.1</b>
<b>2023</b> (I-VI)**	<b>10.6</b>	<b>21.9</b>	<b>35.9</b>	<b>-10.9</b>	<b>-25.3</b>	<b>46.5</b>

\*) Total « conjoncturel » (total 1) : sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités

\*\*\*) Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

<b>Exportations</b>	<b>2022</b> (% du total)	<b>2023</b> (% du total)
1. Vehicles	52.8	1.2
2. Paper, printing industry	14.1	0.03
3. Products of chemical and pharmaceutical industry.	11.4	77.6
4. Food, beverages and tobacco	7.4	4.3

<b>Importations</b>	<b>2022</b> (% du total)	<b>2023</b> (% du total)
1. Food, beverages and tobacco	53.9	47.0
2. Textiles, clothing, shoes	26.4	27.6
3. Products of chemical and pharmaceutical industry.	9.2	10.0
4. Watches	4.8	7.9

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières  
<https://www.gate.ezv.admin.ch/swissimpex/>

## ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs dans le pays hôte année : 2018<sup>35</sup>

Rang	Pays	Investissements directs (USD, stock)	Part	Variation (stock)	Flux année écoulée (USD)
1	Japan	.....	..%	+/- ...%	....
2	Rep. of Korea	.....	..%	+/- ...%	....
3	Mauritius	.....	..%	+/- ...%	....
4	France	.....	..%	+/- ...%	....
5	UK	.....	..%	+/- ...%	....
6	Bermuda	.....	..%	+/- ...%	....
7	Canada	.....	..%	+/- ...%	....
8	USA	.....	..%	+/- ...%	....
9	Switzerland	.....	..%	+/- ...%	....
10	.....	.....	..%	+/- ...%	....
...	UE	.....	..%	+/- ...%	....
	Total	.....	100 %	+/- ...%	

Source(s) :

IMF, Coordinated Direct Investment Survey (CDIS)

<https://data.imf.org/?sk=40313609-F037-48C1-84B1-E1F1CE54D6D5>

Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2024 de la CNUCED, Madagascar a reçu **415 millions USD d'entrées d'IDE en 2023**, contre 468 millions de dollars en 2022.<sup>36</sup>

<sup>35</sup> Pas de documentation, ni de statistiques sont disponibles après l'année 2018.

<sup>36</sup> <https://2424.mg/investissement-lentree-dide-a-madagascar-estimee-a-415-millions-de-dollars-en-2023/>